REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

4e CIRCONSCRIPTION (SARLAT)



Elections Législatives du 12 Mars 1978



Lucien DUTARD **Louis DELMON**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Dans l'enveloppe que vous venez d'ouvrir, vous avez trouvé huit circulaires.

Elles arrivent à la fin d'une campagne où documents et discours n'ont déjà point manqué...

Je veux donc me borner ici à rappeler simplement, en quelques mots, nos propositions, que nous avons plus longuement exposées dans nos journaux, dans nos réunions publiques dans chaque commune et dans le contact permanent que Louis DELMON, mon suppléant, Maire de SARLAT, et moi-même avons eu avec vous tous ces dernières semaines, comme tout au long des cinq années écoulées.

Le Parti Communiste veut de toutes ses forces et dès ce mois de mars 1978, en finir avec le pouvoir des seigneurs de l'argent et sa politique, qui créé le malheur du pays et de ses habitants, les difficultés pour les salariés du secteur public ou privé au pouvoir d'achat insuffisant et chaque année rogné par la hausse des prix, les difficultés insurmontables pour ceux qui doivent faire vivre leur famille avec le S.M.I.C., la misère pour les chômeurs, le drame pour tous ces jeunes à l'avenir bouché qui ont tant de mal à trouver un premier emploi, l'angoisse du lendemain pour les femmes, pour les mères de famille, la situation intolérable des personnes âgées, la baisse continuelle du revenu pour les agriculteurs, le marasme des artisans, commerçants et petits entrepreneurs qui souffrent de la politique d'austérité.

Je parle de cette réalité en parfaite connaissance de cause, pour la vivre chaque jour à vos côtés, pour avoir consacré mon mandat, en totale conformité avec les engagements que j'avais pris devant vous en 1973, à défendre la population de cette circonscription, à intervenir sans relâche en sa faveur, à soutenir sans défaillance toutes celles et tous ceux qui luttaient pour défendre leurs conditions de vie, leur droit à la dignité humaine.

Certes, tout le monde n'est pas frappé de manière égale par cette désastreuse politique ; certains d'entre vous en subissent moins cruellement les effets. Mais, vous êtes tous révoltés par les énormes inégalités qui s'étalent et s'aggravent, et qui font que quelques milliardaires peuvent dépenser en une journée deux fois plus qu'un travailleur ne gagne en une année. On voit bien là qui porte la responsabilité de la situation actuelle : les hommes des grands trusts multinationaux qui accaparent les richesses du pays, et les politiciens de droite qui gouvernent à leur profit exclusif.

C'EST CELA QU'IL FAUT CHANGER, VRAIMENT ET VITE.

C'EST CELA L'ENJEU CAPITAL DU 12 MARS.

En préconisant l'application du Programme Commun de la Gauche, bien actualisé, le Parti Communiste ouvre la voie de ce changement.

Ce que nous proposons, ce sont :

— de très importantes mesures sociales (dès le mois d'avril, le S.M.I.G. à 2.400 F par mois pour 40 heures ; le relèvement de tous les bas salaires ; l'augmentation de 50 % des Allocations Familiales ; le minimum vieillesse porté de suite à 1 300 F par mois pour atteindre ensuite 80 % du S.M.I.C. ; la création dès 1978 de 500 000 emplois nouveaux, etc.)

— la défense et l'extention de toutes les libertés.

— un grand souffle de démocratie qui permette à chaque femme, à chaque homme, au travail et dans la cité, de jouer pleinement son rôle de citoyen libre et responsable.

— une politique résolue d'indépendance nationale ; c'est en France que doit se décider la politique de la France.

Il est clair que pour réaliser ces objectifs, **il faut s'en donner les moyens.**

C'est ce que font les communistes.

Le financement de ce programme sera assuré par les nationalisations démocratiques, la fin du gâchis qu'engendre le système, la relance économique, un impôt sur les grosses fortunes (supérieures à 2 millions de francs lourds), pour s'en tenir à l'essentiel.

Or, et la source des problèmes actuels de la gauche est là, le Parti Socialiste, en abandonnant les dispositions essentielles du Programme Commun, se refuse à adopter les moyens indispensables d'une politique nouvelle. Trop souvent dans le passé, les français, après avoir voté à gauche, ont été gouvernés à droite, pour autoriser le renouvellement d'une aussi amère expérience.

Nous affirmons :

il faut dire clairement ce qu'on fera et comment on le fera.

Cela suppose un accord des partis de gauche sur un bon programme, sur le gouvernement d'Union de la Gauche, avec des ministres communistes, chargé d'appliquer ce programme, et cela va de soi, sur les désistements. Cette volonté ardente guide les appels que le Parti Communiste renouvèle à ses partenaires depuis la rupture des négociations, le 22 septembre 1977.

Devant le refus répété du Parti Socialiste, jusqu'à ce jour où ces lignes sont écrites, vous qui voulez le changement, vous avez un moyen efficace, un seul, voter pour le candidat communiste.

Chaque voix pour le Parti Communiste, c'est une voix pour l'union et le changement.

Même si vous ne partagez pas toutes nos idées, quelles que soient vos opinions, en nous apportant votre soutien, vous dites simplement « je veux que ça change ».

Le courant que je sens grandir depuis quelques semaines et notamment ces derniers jours, un courant qui va bien au-delà de l'influence communiste habituelle, les appels émanant de personnes parfois loin de nous jusque-là, me donnent confiance : la balance penchera du bon côté.

S'il en est ainsi, le 12 mars, et j'en ai la conviction profonde, alors le 13 mars, ce sera la discussion, le 19 ce sera la victoire et **votre vie commencera à changer.**

Lucien DUTARD

Député

Candidat du Parti Communiste Français
pour l'Union et le changement

SUPPLEANT EVENTUEL :

Louis DELMON

Maire de Sarlat — Conseiller Général

Vu : Les Candidats

PÉRIGUEUX · IMP. MODERNE, 29, RUE DES JACOBINS